

Article tiré de : <http://www.agrison.com/06-actu/article-21499.php>

Actualité Fruits & Légumes

Réduction des produits phytosanitaires, la fin programmée des fruits et légumes en France ?



[27/11/2008 11:33] Mercredi a été présenté aux députés l'étude d'impact du plan de réduction des pesticides sur la production de fruits et légumes. Signée du Collectif Sauvons les Fruits et légumes de France, elle recense les conséquences de la réduction des molécules pour les cultures maraîchères et arboricoles françaises.

La France et l'Europe se sont engagées dans une réduction drastique des pesticides. Les maladies et les parasites qui attaquent les cultures n'ont pas pour autant disparu ! Certaines productions se trouvent même déjà sans molécule pour lutter contre les agressions. Cette situation s'avère catastrophique à l'heure où le climat est propice au développement des maladies fongiques (mildiou, tavelure...). Pour pallier le manque de molécules, il est parfois question dans les débats de « solutions alternatives ». De quoi s'agit-il précisément ?

Dans cette optique, le Collectif Sauvons les Fruits et légumes a réalisé une étude d'impact concernant la réduction des pesticides. Les conséquences de la réduction des molécules pour les cultures maraîchères et arboricoles françaises y sont recensées. Production par production, l'étude établit un état des lieux des enjeux stratégiques ou essentiels pour la protection des cultures. Leurs contraintes techniques, agronomiques et économiques sont analysées.

De cette étude le Collectif « **Sauvons les fruits et légumes de France** » tire quatre enseignements

Des productions impossibles en France

L'étude met en valeur des cas exemplaires d'impasse technique qui peuvent compromettre la production française d'une manière durable. Pour certaines productions, la suppression de matières actives dans notre contexte économique (coût main d'œuvre, ...) remet en cause la viabilité des structures de production et le maintien de filières.

L'étude montre que la suppression des matières actives indispensables pour la production de pommes entraîne une hausse du prix de revient de 25% la première année et de 50% la deuxième année. Face à une telle augmentation du prix, le consommateur se tournera vers des productions issues d'autres pays où les normes sont moins rigoureuses.

Pour la seule production de mâche, la hausse sera de 30% du prix de revient. Soit une hausse équivalente à l'étalage.

Consommation : des années avec et des années sans !

Les usages vides mais surtout les usages mal pourvus feront que la production en volume et en qualité sera variable selon les conditions météorologiques et soumise au développement des parasites.

L'irrégularité des approvisionnements pendant les saisons de commercialisation d'une année sur l'autre découragera d'une part l'engagement (technique et financier) des producteurs et d'autre part les partenariats entre les filières avec la distribution française et avec les acheteurs étrangers.

La suppression de matières actives ne se traduira pas simplement par la présentation de fruits et légumes moins beaux (tâches,...). Cet effet sera secondaire. La remise en cause de la lutte chimique contre les ravageurs va concourir à la dérégulation du marché des fruits et légumes et renforcera l'inorganisation économique. Cette dérégulation se traduira au niveau de la consommation par une forte volatilité des prix.

Solutions alternatives : à développer mais complémentaires

Les solutions alternatives sont déjà mises en œuvre dans les filières. Un engagement plus important doit en permettre la généralisation notamment les méthodes préventives. Mais elles ne peuvent pas répondre à l'ensemble des problématiques de la protection des cultures.

La recherche de tolérance ou de résistance génétique est déjà une réalité. Mais les agresseurs et les parasites pourront contourner ces résistances. L'utilisation de méthode de lutte biologique se développe et doit être encouragée.

L'essentiel pour les producteurs est d'utiliser une large palette d'outils adaptés à son contexte de production. Le produit phytosanitaire est un outil.

Exemples :

Les conditions climatiques 2008 favorables au développement de la tavelure ont montré les limites de la tolérance à ce parasite de la variété de pomme Ariane (obtention INRA).

Dans le secteur de la laitue, la résistance génétique au mildiou est régulièrement remise en cause.

Danger pour les années à venir

La suppression de matières actives se traduira par la généralisation d'usages mal pourvus, et plus particulièrement pour des productions dites mineures. Mineures en volume (nombre ha et valeur) au plan national, mais stratégiques pour l'économie de nombreux terroirs.

Si la protection phytosanitaire des plantes se réduit qu'à une seule molécule ou famille, la maîtrise ou le cantonnement des maladies fongiques (maladies cryptogamiques) et des ravageurs (acariens, insectes, ...) peut être remis en cause dans les années à venir. Ce désarmement pourra provoquer un choc brutal notamment pour les productions de fruits et légumes.

Ce que demande le Collectif « Sauvons les fruits et légumes de France » :

Un moratoire permettant la poursuite d'homologations ou de dérogations, en attendant de trouver des matières actives de « nouvelle génération ».

La prise en compte de la spécificité des fruits et légumes en matière de protection phytosanitaire : faibles surfaces et contraintes techniques particulières. Il faut en particulier résoudre au plus vite la question des « usages non pourvus » (maladies orphelines). Le soutien de l'innovation par l'Etat par la création d'un fond d'investissement permettrait le développement de la recherche pour une protection des plantes adaptée à la production de fruits et légumes.

La reconnaissance mutuelle accélérée entre pays européens des dossiers d'homologation pour activer une homologation dans un autre pays. Quand un usage est autorisé dans un pays européen, les autres pays européens doivent pouvoir lever les obstacles pour une utilisation le plus rapidement possible.

Qui est le Collectif Sauvons les Fruits et légumes de France

Le Collectif rassemble des maraîchers et des arboriculteurs de terrain. Son objectif : préserver une production de fruits et légumes de qualité dans notre pays.

Né en novembre 2007, le Collectif constitue un mouvement de citoyens. Il vise à sortir les producteurs de l'impasse réglementaire dans laquelle ils se trouvent. Il rassemble des producteurs de la France entière, membres de toutes les filières et de toutes les sections professionnelles qui, confrontés aux mêmes problèmes, ont décidé de réunir leurs efforts pour sensibiliser l'opinion et les pouvoirs publics aux menaces qui pèsent sur la production hexagonale et aux moyens d'y remédier ; il ne se substitue pas plus qu'il ne concurrence l'organisation traditionnelle de la profession ; il n'a que pour but de la compléter avec le souci, partagé par tous, de l'efficacité. Toutes les cultures de fruits et légumes y sont représentées. Il obtient le soutien de scientifiques, de médecins, mais également des chefs cuisiniers... Il est soutenu par des élus (maires, conseillers généraux et régionaux, députés et sénateurs).